



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFET DU MORBIHAN**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**PORTANT PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES À DÉCLARATION**  
**AU TITRE DE L'ARTICLE L.214-3**  
**DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT RELATIF**  
**AUX REJETS D'EAUX PLUVIALES POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN TERRAIN**  
**DE LOISIRS POUR HEBERGEMENTS INSOLITES ET ACTIVITES NATURES**

**COMMUNE DE PLOEMEL**

Dossier N° 56-2017-00322

le préfet du Morbihan  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.214-1 à L.214-6, R.214-1 à R.214-56 ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;
- VU le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 23 novembre 2015 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 9 mai 2016 portant délégation de signature à Monsieur Patrice BARRUOL, directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;
- VU la décision du directeur départemental des territoires et de la mer du 4 avril 2018 portant subdélégation de signature aux agents de la DDTM du Morbihan ;
- VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçu le 5 octobre 2017 et considéré complet le 18 décembre 2017, présenté par la SARL DIHAN, enregistré sous le n° 56-2017-00322 concernant des travaux de rejets d'eaux pluviales relatif l'aménagement d'un terrain de loisirs pour hébergements insolites et activités nature sur la commune de PLOEMEL ;
- VU le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet et comprenant notamment :
  - identification du demandeur ;
  - localisation du projet ;
  - présentation et principales caractéristiques du projet ;
  - rubrique de la nomenclature concernée ;
  - document d'incidences ;
  - moyens de surveillance et d'intervention ;
  - éléments graphiques ;
- VU le complément de dossier reçu le 5 mars 2018 ;
- VU la transmission au pétitionnaire du projet d'arrêté par courrier du 26 avril 2018 pour observations dans un délai maximum de 2 mois ;

VU l'absence de réponse de la part du pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas de nature à nuire au régime des eaux et à leur répartition ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;

## ARRÊTE

### TITRE 1 – OBJET DE LA DÉCLARATION

#### Article 1 - Objet de la déclaration

Il est donné acte à la SARL DIHAN représentée par Monsieur et Madame LE MASLE, de leur déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant des travaux de rejets d'eaux pluviales dans le cadre de l'aménagement d'un terrain de loisirs pour hébergements insolites et activités nature sur les parcelles cadastrées E n° 48 à 50, 61, 62, 65, 66, 674 à 678 sur la commune de Ploemel.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique définie au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Justificatif
2.1.5.0 (2°)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Déclaration	Superficie de l'opération : 8,15 ha dont 5,63 aménagés

**3 zones humides** (pour un total de 2,52 ha) ont été identifiées sur le site du projet. Elles ont été prises en compte dans l'élaboration du projet et **seront intégralement préservées en l'état.**

Les travaux, objet du présent arrêté seront réalisés de manière à éviter tous risques pour le milieu récepteur, notamment pour les zones humides, et conformément :

- aux dispositions contenues dans le dossier de demande de déclaration et dans l'étude d'incidences,
- aux dispositions du présent arrêté.

### TITRE II – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

#### Article 2 - Prescriptions spécifiques

Un libre accès au site doit être réservé aux agents des services en charge de la police de l'eau et de l'environnement.

##### 2.1 Période de réalisation des travaux

Le déclarant devra prendre en compte les périodes de plus faible sensibilité du milieu et de son usage pour fixer la période de réalisation des aménagements. À ce titre, les travaux de terrassements devront se réaliser en dehors des périodes de forte pluie.

Le service en charge de la police de l'eau sera tenu informé de la date prévue des travaux une semaine avant le démarrage de la première phase (terrassements généraux).

## 2.2 Dimensionnement des ouvrages

La gestion des eaux pluviales se fera quasi intégralement par infiltration sur la parcelle.

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales auront les caractéristiques suivantes :

Sous-bassin versant	Surface collectée en m <sup>2</sup>	Volume des ouvrages de rétention/ Infiltration	Débit de fuite maximum de l'ouvrage	Hauteur de stockage en m	Exutoire	Équipement complémentaire
Secteur Nord	28 900	30 m <sup>3</sup> de tranchées drainantes pour le secteur PRL	0,026 m <sup>3</sup> /s		Infiltration.	Regards de visites équipés de grille pour gestion du trop plein.
		20 m <sup>3</sup> de stockage pour le secteur parking	0,001 m <sup>3</sup> /s + 1 l/s envoyé vers tranchées drainantes	0,15	Infiltration + tranchée drainante secteur PRL	
Secteur central	4 500	8 m <sup>3</sup>	0,002 m <sup>3</sup> /s	0,10	Infiltration de la noue + massif drainant	
		12 m <sup>3</sup>	0,002 m <sup>3</sup> /s (+ 2 l/s vers le fossé)	0,20	Infiltration noue + plaque taraudée (50 mm) vers le fossé	Piège à hydrocarbure et vannes à chaînette.
Secteur Sud Grande prairie)	22 900	8,1 m <sup>3</sup> (15 puisards de 1,5 m <sup>3</sup> ; 36 % de vide)	< 3 l/s/ha		Infiltration	

## 2.3 Points de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel sont identifiés comme suit :

coordonnées IGN Lambert 93 :

Noue concerné	Coordonnées centre de la noue Nord (infiltration)	Coordonnées centre de la noue centre (infiltration)	Coordonnées rejet exutoire du parking
X	244 041	245 078	244 155
Y	6 745 078	6 744 900	6 744 802

Masse d'eau de référence : **FRGR 1612 – Le Gouyanzeur et ses affluents depuis la source jusqu'à l'estuaire.**

Les dispositifs de rejet sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur et aux usages en aval de celui-ci. Ils doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

## **2.4 Prescriptions en phase travaux**

L'entreprise chargée d'exécuter les travaux devra être préalablement sensibilisée à la présence des zones humides et sur sa responsabilité durant les travaux de conserver l'intégrité de tels milieux, au travers du dossier réalisé par le bureau d'études DM EAU. Elle devra être en possession du présent arrêté.

Les précautions suivantes seront imposées aux entreprises chargées de la réalisation du projet :

- le décapage des terrains sera limité à la surface strictement nécessaire ;
- toutes les précautions seront prises pour éviter les pollutions mécaniques ou chimiques par mise en suspension de particules fines ou par rejet de produits en aval des travaux ;
- les eaux pluviales, ainsi que celles générées par les travaux, susceptibles d'être contaminées, devront faire l'objet d'une collecte et d'un traitement adaptés avant le rejet au milieu naturel ;
- un dispositif destiné à éviter les pollutions et à faire transiter les eaux de ruissellement sera mis en place en début de chantier ;
- l'emprise des travaux et par conséquent des zones humides sera délimitée par la pose de « rubalises » ou de tout autre dispositif évitant la circulation ou le stationnement des engins de chantier, le stockage de matériaux ou de matériels ;
- la circulation des engins de travaux sur les zones humides sera interdite ;
- l'ensemble de l'entretien des véhicules de chantier sera réalisé sur une aire spécifique aménagée. Les huiles de vidange et autres déchets issus du chantier seront récupérés et éliminés conformément à la réglementation en vigueur ;
- les déblais excédentaires non utilisés sur le chantier seront enlevés et emmenés, soit pour être remis en dépôt en dehors des fonds de vallée, soit pour être utilisés sur d'autres chantiers. La désignation précise de ces déblais sera indiquée par écrit au maître d'ouvrage par l'entreprise chargée d'exécuter les travaux, laquelle a l'obligation d'assurer la gestion et la traçabilité des déchets, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Tout incident ou accident de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, doit être déclaré, notamment au service en charge de la police de l'eau, dans les conditions fixées à l'article L.211-5 du code de l'environnement.

### **Article 3 - Entretien des installations**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'assurer ou de faire assurer l'entretien du réseau de collecte et de l'ouvrage de rétention des eaux pluviales dans les conditions prévues au dossier de déclaration.

Les ouvrages devront être visitables et régulièrement entretenus de manière à garantir leur bon fonctionnement en permanence.

Tous les équipements nécessitant un entretien régulier doivent être pourvus d'un accès permettant leur desserte en toute circonstance notamment par les véhicules d'entretien.

Les prescriptions suivantes seront respectées :

- les noues et bassins seront végétalisés et tondus fauchés et/ou faucardés au moins deux fois par an ;
- l'entretien (ramassage des détritiques, engazonnement, nettoyage de la grille, curage, vidange du piège à matières en suspension (MES), enlèvement des flottants, etc.) sera réalisé au moins deux fois par an. Le bon fonctionnement de la vanne d'obturation (rétention parking sud est) et la non-obstruction des systèmes d'évacuation et d'infiltration seront vérifiés régulièrement, au moins lors de chaque opération d'entretien ;

- une visite d'inspection et d'entretien des ouvrages sera effectuée après tout événement pluvieux important ;
- l'entretien des drains et puisards sera régulièrement effectué pour assurer leur capacité d'infiltration ;
- l'enlèvement régulier des sédiments, des hydrocarbures dans les ouvrages et leur traitement seront réalisés par des entreprises agréées selon la législation en vigueur ;
- un cahier d'entretien sera tenu à jour par l'organisme qui sera désigné par le propriétaire gestionnaire des ouvrages. Sur ce cahier figureront la programmation des opérations d'entretien à réaliser ainsi que, pour chaque opération réalisée, les observations formulées, les quantités et la destination des produits évacués.

Le cahier d'entretien sera tenu à la disposition du service en charge de la police de l'eau.

#### **Article 4 - Contrôle des installations**

Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions ainsi qu'à tous règlements existants ou à venir relatifs à la police de l'eau et des milieux aquatiques.

Les agents des services en charge de la police de l'eau doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

#### **Article 5 - Modification des prescriptions**

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut **rejet**.

### **Titre III – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 6 - Conformité au dossier et modifications**

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées, exploitées et entretenues conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration, non contraire aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

#### **Article 7 - Durée de validité**

Conformément à l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, cette autorisation cessera de produire effet dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification si l'ouvrage n'a pas été réalisé.

#### **Article 8 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 9 - Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations et notamment celle de l'urbanisme.

## **Article 10 - Publication et information des tiers**

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune de Ploemel, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet des services de l'État dans le Morbihan ([www.morbihan.gouv.fr](http://www.morbihan.gouv.fr)) pendant une durée d'au moins 6 mois.

## **Article 11 - Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif.

Il peut être contesté par toute personne ayant un intérêt à agir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- par recours gracieux auprès du préfet,
- par recours hiérarchique auprès du ministère concerné.

Le présent arrêté est également soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Rennes) en application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

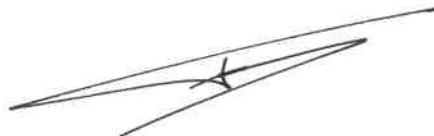
## **Article 12 - Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, Monsieur le maire de la commune de Ploemel, Monsieur le chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le

11 JUIL. 2018

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental,  
Pour le chef du service Eau, Nature et Biodiversité,  
L'adjointe au chef de service



Frédérique ROGER-BUYS